

N°DEC2023-119	VILLE DE SEVRAN
Département de la Seine-Saint-Denis	DÉCISION DU MAIRE
Arrondissement du Raincy	
Canton de Sevrans	

Service émetteur : Direction Enfance Enseignement Jeunesse

Objet : Signature d'une convention avec la société FORMATION PREVENTION CITOYENNE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment son article R2122-8,

Vu la délibération n°2 du Conseil Municipal en date du 13 octobre 2022 portant délégation de pouvoirs au Maire dans le cadre des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

Vu l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01/08/96 modifiée,

Considérant les orientations de la ville de Sevrans dans le domaine de la politique de la jeunesse

Considérant la mise en oeuvre et l'accompagnement des projets jeunes par le Point Information Jeunesse

Considérant la proposition de la société FORMATION PREVENTION CITOYENNE et le projet de Convention

Article 1: DECIDE de signer la convention avec la société FORMATION PREVENTION CITOYENNE afin de mettre en place une formation Sauveteur Secouriste du Travail au bénéfice de jeunes de la ville les samedi 18 et dimanche 19 novembre 2023 de 9h à 17h dans la salle de réunion du gymnase Gaston Bussière au 34 rue Gabriel Péri à Sevrans

Article 2 : DIT que la dépense d'un montant de 1300,00 euros pour la prestation sera imputée au budget de l'exercice en cours

Article 3 : Le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision:

- sera transmise à Monsieur Le préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le maire de Sevrans dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux

mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;

- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Copie en sera adressée :

- Au comptable public
- Notifiée à la société FORMATION PREVENTION CITOYENNE

Fait à Sevrans

M. le Maire de Sevrans certifie que le présent acte a été :

Reçu en Préfecture le :

Affiché le :